

# COMITÉ D'ETABLISSEMENT

SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2016

## La tournée des « popotes » du Directeur Régional

**Ignorer un problème est encore le plus sûr moyen de le résoudre.**



leur futur parcours professionnel. Les représentants du personnel travestissent la parole des agents » (Nous serions donc des idéologues, réfractaires au changement).

**Le Directeur Régional pense que les agents sont libres avec lui et lui livrent le fond de leurs pensées. Il ne peut imaginer que sa fonction hiérarchique soit un obstacle aux échanges.**

Et pourtant il s'agit d'une évidence tant les discours sont différents !

**Autour de la table plusieurs représentants du personnel ont effectué des tournées intersyndicales (à l'initiative de la CGT) et entendu les agents qui, dans leur grande majorité, n'acceptent pas le plan mais s'adaptent, comme ils l'ont toujours fait... obligés...**

**Les élus feraient peur aux agents par rapport au changement.**

**Nous ne sommes pas contre le changement mais contre des régressions**, nous faisons des propositions de changement dans le sens de plus de missions au service des besoins de la société. La preuve : le contre-projet syndical unitaire pour une Banque de France à l'horizon 2020. Nous ne manipulons pas le personnel, les agents nous disent à nous davantage qu'à leur directeur régional, ils sont « grands » et responsables, nous ne faisons que traduire ce qu'ils nous communiquent, dans le cadre d'une vision globale. Nous ne sommes pas là pour « faire de l'agitation ». Les agents subissent le plan, le rejettent et manifestent.

La question est évidemment de combattre des stratégies qui détruisent des emplois, ce n'est pas de décider de la stratégie, mais c'est de faire en sorte qu'elle n'affecte pas nos missions, nos emplois, nos conditions d'emploi et de travail, les droits et garanties des personnels.

M le Directeur, vous dites qu'il n'y a pas de contestation des effectifs dans les « pôles de contact », que le plan est défini depuis 2012.

Pourtant les engagements du gouverneur Noyer ne sont pas tenus et on en rajoute avec Ambitions 2020 en termes de suppressions d'emplois !



Le Directeur Régional a rencontré les agents de la région Occitanie : 40 heures de réunion ! (une belle semaine de travail comme certains libéraux en rêvent...)

Extraits :

« Les agents ne remettent pas en cause le plan, sa stratégie. Ils ne remettent pas en cause le niveau des effectifs. Ils veulent connaître

Pour exprimer leur désaccord les salariés utilisent un des moyens d'expression : la grève. Le Directeur Régional annonce 26% de grévistes le 4 novembre alors que la CGT indiquait 75% dans un de ses tracts : il en déduit que le personnel ne remet pas en cause la stratégie !

La DGRH ne communique pas les taux de grévistes aux syndicats et les calcule généralement par rapport à l'effectif total, alors qu'il est plus juste de le faire par rapport au personnel attendu. La CGT a déduit ses chiffres de ceux qui sont remontés aux élus par des collègues, qu'elle croit !



**Il faut affecter les effectifs nécessaires au bon accomplissement de nos missions et Ambitions 2020 n'y conduit pas, c'est le message que les agents font passer lorsqu'ils sont en grève et perdent de l'argent en faisant cela.**

Le Directeur Régional dit que les missions ne sont pas négociables, sont pérennes et qu'il pourrait y avoir une adaptation si nécessaire...

Pour la CGT, l'adaptation sera la dégradation de la qualité du travail pour faire un maximum de gains de productivité : la cotation intégrée en est un exemple, c'est une cotation au rabais ! On le voit aussi avec les PCB2 (Points Conseil Budget) financés par les banquiers qui renégocient des dettes, ce qui conduit à concurrencer à terme nos services du surendettement et surtout à permettre aux banques de récupérer davantage de créances au regard des effacements que nous pratiquons. Nous avons là une privatisation rampante de cette activité.

**La CGT Midi-Pyrénées vous souhaite de belles fêtes !**

### Comité de Suivi Fiduciaire

Les versements de billets ainsi que les flux diminuent. Selon la direction, des personnes militent pour l'éradication du billet comme le Gouverneur de la Banque Centrale Finlandaise, sous prétexte qu'il serait le vecteur du blanchiment (les virements des banques et des multinationales vers les paradis fiscaux via les chambres de compensation européennes véhiculent pourtant des masses monétaires bien plus importantes !). Le pouvoir libératoire (somme maximale de règlement en espèces) est de 1000 € en France alors qu'il est illimité en Allemagne. Il y a une tentation d'appliquer des taux négatifs à l'épargne pour ponctionner les comptes des citoyens, mais tant qu'il y a des billets en circulation ce projet est repoussé. Une campagne de lobbying est cependant en cours et la fin de la production du 500 € prévue en 2018.

L'euro est le billet le moins contrefait du monde (1 faux pour 2 millions en circulation). L'émission de monnaie € est supérieure à celle des dollars américains. Le billet, c'est la liberté de dépenser sans être « tracé » !

**La CGT a milité pour que notre fabrication des billets soit le pilier public européen, c'est le cas aujourd'hui mais il faut investir, renforcer notamment le pôle recherche.**

### Modification horaires caisse particulière de Tarbes

A compter du 2 janvier la caisse particulière de Tarbes ne sera ouverte que l'après-midi en raison de la faible fréquentation au guichet, du sous-effectif et du fort retard au niveau du tri.

Pour la CGT, ce ne sont pas les agents qui décident de l'organisation du travail, en l'occurrence ils la subissent. A Tarbes c'est parce que la banque n'affecte pas les effectifs nécessaires que les salariés sont conduits à ne pas pouvoir exercer leur mission de service public au guichet. Sur la question de savoir s'il fallait consulter les instances comme il s'agit de modification de l'organisation du travail, le Directeur Régional dit que, si nous demandons à être consultés, il informerait les agents de Tarbes que les partenaires sociaux sont responsables de la non fermeture du guichet le matin.

**Belle leçon de dialogue social !**

### OSE (équipe Organisation des Services à l'Economie)

5 agents pour l'Occitanie dont 1 cadre à Montpellier, appel d'offre en janvier. Pourra-t-on faire du Géode comme expert hors OSE ? Oui. Dans OSE on fait du commercial + des prestations. Souplesse prévue alors que ce n'était pas le cas auparavant, tant mieux ! Mais cela prouve l'amateurisme et l'inadéquation du projet initial. Rien ne pourra être mis en place avant la consultation des CHSCT et CE en début d'année.

### Productivité au surendettement

La baisse des dossiers est telle que le ministère de tutelle va interpeler la Banque, qui fera appel sur la base du volontariat aux agents de caisse pour renforcer les sites où les effectifs sont insuffisants. Il pourra même être question de faire trier des billets à des agents des bureaux, comme cela a été fait pour le passage à l'euro... **Inadmissible! C'est le rôle des brigades d'intérim qu'il faut renforcer au lieu de réduire, les agents ne sont pas corvéables à merci !**

### Commission financière du CE

**Pause Amma** : 1550 euros de coût pour le CE. Pris en charge pour le tiers par la Banque, un tiers par le CE et un tiers par les agents. N'a jamais été voté en séance de CE, et la CGT n'est pas d'accord pour que les agents et le CE paient. Le coût est modique pour la Banque. D'après le secrétaire le CE ne reconduira pas le dispositif en 2017.

**Hausse du coût des repas au restaurant** de 2,5% qui ne repose sur rien... pas de projection sur les années suivantes. Nous aurions préféré un prévisionnel précis, mais la CGT vote pour car il faut viser l'équilibre des comptes même si les chiffres montrent qu'il est très précaire.

**Association sportive** : 2600€ dépensés en 2016 au lieu de 2000 prévus. Les gestionnaires du CE proposent 3800€ pour 2017 alors que le budget 2017 du CCE (constitué des fonds des CE) versé à la fédération des ASBF passe à 82.000€ au lieu de 67.000 en 2016, + 100.000 € pour l'organisation du rassemblement de la Baule... Selon le président de l'ASBF Midi-Pyrénées le CCE a abandonné l'organisation des stages au profit de la fédération et en contrepartie a économisé 400.000 €... cela reste à prouver ! Les élus CGT contestent ces choix, sur lesquels les élus au CCE n'ont d'ailleurs même pas été consultés. C'est un choix unilatéral des gestionnaires du CCE avec lequel la CGT n'est pas d'accord : déléguer aux associations des activités dévolues auparavant au CCE sous le contrôle des élus du personnel n'est pas satisfaisant. La dotation sociale c'est l'argent de l'employeur que le code du travail l'oblige à verser pour ses salariés. La fonction publique connaît ces difficultés : il n'y a ni CE ni CCE, ce sont des associations qui gèrent les activités sociales, culturelles et sportives et la restauration collective, sans contrôle majoritaire des représentants du personnel, ce qui n'est pas sans poser de problèmes bien au contraire, les élus ne maîtrisant pas l'utilisation des fonds sociaux.

**Abstention des élus CGT** sur les votes des budgets prévisionnels : nous ne pouvons voter pour, les orientations des gestionnaires du CE n'étant pas conformes à notre vision de la société, notamment pour le restaurant après l'abandon de la certification Ecocert. Non seulement cette démarche était valorisante et formatrice pour le personnel du restaurant, mais elle contribuait à maintenir et à développer les circuits courts de qualité face au réchauffement climatique et à l'empoisonnement généralisé.



amis agriculteurs...vous aussi augmentez votre productivité !!

**Vos élus CGT : Fabienne ROUCHY (permanence CGT), Céline FREMAUX (SRML service particuliers Albi), Jacques BRUNET (ADS Toulouse). Le représentant syndical CGT : Philippe LAC (service entreprises CAHORS)**